

Au-delà du laïcisme autoritaire
et de l'islamisme radical
Les enjeux de
la démocratie pluraliste

Abderrahim Lamchichi

L'examen de la situation des rares pays musulmans (comme la Tunisie de Bourguiba et de Ben Ali, la première République kémaliste ou encore la Turquie des généraux) qui ont appliqué une politique de modernisation autoritaire et forcée, montre que le principe de la laïcité y a été, en fait, trahi, perverti, mal appliqué.

A lors que la laïcité est, en principe, intrinsèquement liée, d'une part, à la sécularisation des esprits et des attitudes, des institutions et des gouvernements, des lois et du droit, et d'autre part, au pluralisme démocratique et à un Etat garant des libertés et des droits de l'homme, l'interprétation qui en a été faite et les applications auxquelles elle a donné lieu aussi bien en Turquie qu'en Tunisie ont davantage signifié mimétisme et volonté d'imposer par le haut une modernisation accélérée, peu soucieuse des libertés et des aspirations sociales. La laïcité n'y a jamais été associée aux idéaux de démocratie et de respect des droits de l'homme.

C'est pourquoi le débat sur la sécularisation en terre d'islam a été souvent biaisé. Il a opposé (et continue d'opposer), d'une part, les tenants d'une laïcisation importée et autoritaire — qui se traduit bien souvent par des politiques antidémocratiques, excluantes et inadaptées —, et d'autre part, les partisans du repli sur une conception théocratique du pouvoir. L'expérience politique de la plupart des pays musulmans nous a appris que là où n'existe pas de politique d'ouverture mais un blocage rendant impossible l'insertion de nouveaux groupes sociaux, les mouvements islamistes finissent par se constituer en mouvements de protestation et de mobilisation de masse. Or, loin

de tout débat abstrait sur la compatibilité (ou non) de l'islam avec la laïcité, ce qui importe finalement, c'est l'instauration de la démocratie pluraliste. Outre le respect exigeant des droits de l'homme et des libertés qu'elle implique, cette dernière suppose, en effet, la capacité d'intégrer et de faire participer les différents groupes sociaux par le biais notamment de l'instruction et de l'éducation, du travail, de la citoyenneté et d'une vie politique réellement diversifiée.

Or, incontestablement, les pratiques autoritaires des régimes, leur étouffement des libertés, leur volonté d'instrumentaliser et d'étatiser le champ religieux ont singulièrement compromis l'émergence et l'ancrage d'une culture politique sécularisée et démocratique. Ces pratiques n'ont fait que conforter les thèses des islamistes radicaux qui identifient hâtivement les valeurs de pluralisme démocratique, d'Etat de droit et de laïcité soit à ces régimes autoritaires et liberticides, soit à des valeurs occidentales importées et par conséquent «impies» (thématique bien connue de la *Jâhiliyya*). Au lieu d'être intimement liée à l'instauration de la démocratie pluraliste et donc analysée comme un système de garantie des libertés — y compris les libertés religieuses —, la laïcité est perçue, par certains islamistes qui la combattent, comme une notion de fabrication occidentale justifiant l'invasion de type néo-colonialiste en terre musulmane et sur laquelle — croient-ils — l'Occident n'a cessé de s'appuyer pour discréditer l'islam et établir finalement son hégémonie culturelle. Au lieu d'être perçue pour ce qu'elle est, à savoir, un système inestimable de garantie des libertés fondamentales, y compris pour la religion, cette laïcité-là est perçue avant tout — à l'instar des pratiques dominantes qui avaient lieu lors de l'apogée de l'aventure coloniale — comme une entreprise de déstructuration de l'identité collective et de domination culturelle.

Car, avant comme après les indépendances, loin de moderniser effectivement la société, les coups infligés, au nom de la laïcisation autoritaire notamment, aux différentes expressions sociales — parmi lesquelles celles de la pensée religieuse — et au dense réseau des associations (sociales, culturelles, culturelles et économiques) de base ont été partiellement responsables de l'échec de la modernisation. Dans les deux cas étudiés (Turquie, Tunisie) — particulièrement au début de la République kémaliste —, la laïcité s'est souvent muée en idéologie de persécution des courants spirituels, d'asservissement des consciences et en ennemi inconciliable de la religion. Cette interprétation caricaturale et abusive de la laïcité et de la sécularisation n'est pas seulement sectaire, tyrannique et illusoire — dans la mesure où elle

méconnaît l'attachement des individus à la dimension spirituelle de l'existence, la capacité de résistance des consciences individuelles à toute forme de despotisme et l'importance des solidarités collectives. Etrangère à toute préoccupation de liberté, elle s'est révélée, de surcroît, profondément nocive dans ses conséquences puisqu'elle n'a pu empêcher — en particulier, au moment où s'exacerbaient les crises socio-économiques et les malaises identitaires — la riposte islamiste ou néo-fondamentaliste.

Ainsi que l'a très bien souligné Guy Hermet¹, la dynamique de sécularisation peut fort heureusement s'interpréter et s'orienter tout autrement : elle peut être conçue comme un processus capable d'aboutir à la mise en place d'un système marqué avant tout par la neutralité de l'Etat. Neutralité qui garantit les droits et libertés ainsi que la reconnaissance de la diversité des croyances. Adossée aux réalités culturelles locales, elle peut favoriser une évolution des attitudes en direction d'un partage équitable, légitime et non conflictuel des sphères. Dans une telle perspective, on ne saurait ignorer, d'abord, le fait que le monde de l'islam soit aujourd'hui très profondément marqué par une dynamique de sécularisation sociale. Reste à penser celle-ci et à l'institutionnaliser. Ensuite, de nombreuses études montrent bien que la théologie musulmane y est, par principe, tout à fait favorable, pour peu que l'esprit d'interprétation critique des dogmes (*ijtihad*) y devienne, comme à l'apogée de la civilisation islamique, la règle.

Cependant, en Europe, au-delà des différentes trajectoires nationales, la laïcité, qui a globalement favorisé la pérennité du système démocratique, ne fut possible et viable que dans la mesure où, d'une part, une institution autonome, l'Eglise, s'occupait des affaires religieuses et où, d'autre part, l'idée laïque avait, lors de la Renaissance puis de la Réforme, fait progressivement son chemin au point d'être acceptée et même aujourd'hui ardemment revendiquée par la plupart des hommes de religion. En revanche, force est de constater que, dans la plupart des pays musulmans, la laïcité a été soit ignorée ou violemment combattue, soit artificiellement et autoritairement instaurée sans l'existence des conditions nécessaires qui l'ont rendue possible et féconde en Europe. D'où les diverses opérations d'instrumentalisation des référents théologiques et les monopoles étatiques du champ religieux. D'où également les contestations politiques qui empruntent souvent le langage religieux, engendrent parfois des actions violentes, appelant les interventions périodiques des régimes en place, de leur police, de leur armée ou de leurs services de sécurité pour écarter «les

menaces intégristes». Le résultat est finalement doublement néfaste : le champ religieux ne parvient à obtenir aucune autonomie réelle et le champ politique demeure fermé au pluralisme démocratique.

Or, comme le remarque très judicieusement Mohamed Charfi², si une instance religieuse démocratique autonome était favorisée et si les responsables politiques créaient les conditions d'une démocratie susceptible de faire évoluer les idées de civisme et de tolérance, notamment à travers l'école, l'idée laïque pourrait devenir tout à fait viable dans les pays musulmans. Mais il faut qu'un Etat qui prétend être laïque s'interdise toute immixtion dans les affaires religieuses ; la laïcité a la capacité, en outre, s'instaurer sur des bases saines à condition que l'éducation diffusée par l'école soit elle-même pluraliste, critique et démocratique. En effet, ainsi que le montre bien Mohamed Charfi, dans le monde musulman, la laïcité de l'Etat ne saurait suffire à favoriser une vraie séparation des domaines politique et religieux. L'action dans les domaines éducatif et culturel est capitale ; la première des priorités (avec celle de la justice sociale) est bien une refonte radicale du système éducatif. L'émergence d'une autorité religieuse indépendante n'est pas viable tant qu'on continue à entretenir cette discordance entre le vécu des individus dans des sociétés *de facto* largement sécularisées, évolutives, ouvertes au monde et un système désuet de valeurs véhiculées par les organes de la culture et de l'enseignement traditionnel. Si l'éducation était réformée de manière telle que l'école puisse propager des conceptions critiques et modernes — respectueuses certes de l'éthique de l'islam, mais surtout conformes aux évolutions du monde actuel —, la portée de l'intégrisme pourrait être assez sensiblement atténuée. Dans ces conditions, parions que les élites islamistes les plus novatrices, les plus ouvertes à la modernité et les plus pragmatiques pourraient l'emporter dans les débats et combats, devenus désormais internes aux mouvements islamistes eux-mêmes³.

Mais pour que ces évolutions aient quelque chance d'aboutir, les mouvements de contestation islamiste doivent, de leur côté, cesser de considérer l'exigence de sécularisation comme étrangère à la culture islamique. Ainsi que le remarque très pertinemment Guy Hermet, les valeurs de la laïcité et de la démocratie modernes reposent sur un substrat moral universel qui doit certes se concilier avec celui de la population concernée. Elles tirent leur légitimité de l'autonomie des sphères, de l'institutionnalisation de la tolérance et du «vivre ensemble», de la souveraineté populaire et de l'égalité des droits indi-

viduels ; le peuple souverain — composé dans sa diversité de citoyens égaux en droit — exerce effectivement, dans ce cadre, ses facultés politiques en choisissant ses dirigeants à sa guise, sans autre interférence que le respect dû à la pluralité des opinions et des volontés de ses membres. Les religions ont certes un rôle social et moral à jouer, mais elles doivent s'abstenir d'imposer leurs conceptions dans le champ politique. En outre, la légitimité démocratique impose le respect scrupuleux des droits des minorités (notamment confessionnelles) et la règle de l'alternance au pouvoir.

Mais il faut le reconnaître : ces valeurs démocratiques se situent dans un registre moral qui est loin d'être conforme à une certaine lecture de la transcendance et de la «volonté divine», telle qu'elle est soutenue par certains traditionalistes et fondamentalistes ; ces valeurs démocratiques se trouvent surtout en nette contradiction avec leur volonté de confusion des deux registres, politique et spirituel (le fameux triptyque *Din-Dunya-Dawla* — religion-monde profane-Etat ou gouvernement —, cher à certains islamistes) ; leurs conceptions doivent donc évoluer (théoriquement, elles le peuvent) pour se conformer à l'esprit et aux principes démocratiques et se séculariser⁴.

Abderrahim Lamchichi.

Notes :

1. *Guy Hermet, Culture et démocratie, UNESCO/Albin Michel, 1994 ; en particulier, le chapitre IV : «Valeurs démocratiques et valeurs religieuses», p. 103-132.*

2. *Mohamed Charfi, Islam et liberté. Le malentendu historique, Albin Michel, 1998, en particulier, le chapitre III : «L'Islam et l'Etat», le paragraphe intitulé «La gestion des affaires religieuses», p. 192-202.*

3. *Cf. Olivier Roy, L'échec de l'islam politique, Editions du Seuil, 1992. Olivier Roy : «Islamisme : fin de partie», in L'Histoire n°236, octobre 1999, p. 114. Olivier Roy (dir.), Le post-islamisme, Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée, n°85-86, Edisud, 1999. Lire également Farhad Khosrokhavar et Olivier Roy, Iran : comment sortir d'une révolution religieuse, Editions du Seuil, 1999.*

4. *Guy Hermet, Culture et démocratie, op. cit.*